

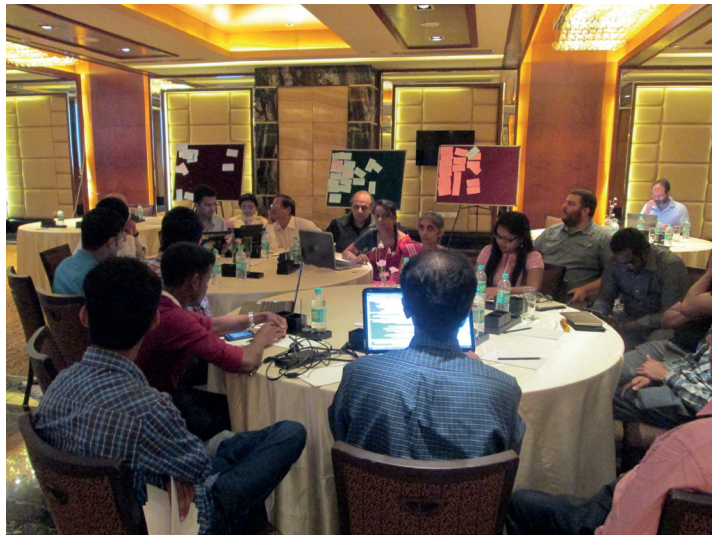


Image : CC BY-SA 4.0, Pranayraj1985

PARTICIPATION AUX CONCERTATIONS

Faire entendre ses revendications dans les concertations mises en place par les pouvoirs publics. Dans certains cas où le projet est déjà fragile, ces avis peuvent faire pencher la balance. Ils sont néanmoins très rarement pris en compte par les pouvoirs publics.



Image : CC BY-SA 4.0, Vladimir Morozov

PERTURBATION

Interrompre de manière spectaculaire un événement ou une réunion. Une perturbation peut servir à rendre visible l'opposition en contactant des médias en amont, mais aussi avoir un impact réel sur la mise en place d'un projet d'aménagement.

Exemples : perturbation d'événements ou de réunions, canular dans un événement

+



Image : CC BY-NC 2.0, F. Blanc

TRACTAGE

Distribuer des documents dans l'espace public, pour alerter contre le projet ou annoncer un événement. Un tractage peut être une très bonne occasion de recruter des allié·es et de récolter des informations, en discutant avec les passant·es.



Image : CC BY 2.0, Dave Hogg

BOYCOTT

Refuser d'acheter ou de payer les produits ou services d'une organisation liée au projet, pour la pénaliser.

Exemples : boycott des produits ou services d'une entreprise, refus de paiement collectif de factures, autoréduction



Image : CC BY 4.0, Pierre Marshall

RENCONTRES

Créer des occasions pour discuter de la lutte, avec des riverain•es ou des collectifs spécifiques. Les rencontres peuvent aider à mobiliser plus largement, à faire un point sur ce que l'on sait d'un projet ou à se coordonner entre collectifs.

Exemples : réunion ou débat public, rencontre intercollectifs, projection d'un film ou documentaire, caravane de débat public



Image : CC BY-SA 4.0, Yann Forget

ACTION SYMBOLIQUE

Se mettre en scène collectivement dans l'espace public pour alerter sur le projet, visibiliser des revendications, ou pour accroître l'attachement au lieu.

Exemples : faux procès, arrestation citoyenne d'un•e puissant•e, grève de la faim, rituel de planter de bâtons à NDDL

+



Image : CC BY-SA 4.0, Toufik-de-Planoise

MANIFESTATION

Se rassembler et marcher dans l'espace public pour montrer l'opposition au projet. Une manifestation peut prendre beaucoup de formes différentes et avoir des objectifs très divers : se rencontrer, informer, montrer le nombre d'opposant•es, etc.

Exemples : carnaval, balade toxique, rassemblement, encerclement



Image : CC BY-SA 4.0, Lahminewski Lab

OCCUPATION

Occuper de manière continue un lieu. Il peut s'agir du terrain destiné au projet, du siège d'une entreprise, d'un bâtiment qui peut servir de lieu de rassemblement pour la lutte. Une occupation prolongée peut être un dernier recours efficace mais demande beaucoup d'énergie à maintenir.

Exemples : occupation temporaire d'un lieu, Zone à Défendre



Image : CC0 1.0, Benoit Prieur

AUTOMÉDIAS

Visibiliser soi-même les revendications de la lutte, en produisant ses propres contenus médiatiques. L'automédia est une source pérenne d'informations pour les opposant·es alors que l'intérêt médiatique peut fluctuer.

Exemples : journal, fanzine, émission de radio, décrédibilisation sur les réseaux sociaux, incitations au désarmement

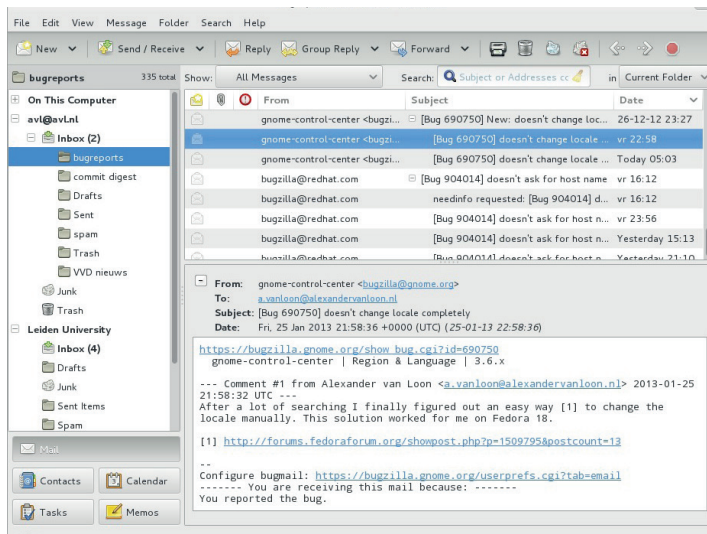


Image : CC BY-SA 4.0, AlexanderVanLoon

ACTION MASSIVE EN LIGNE

Saturer les boîtes mails ou les bases de données des aménageur·ses. Avec un mode d'emploi simple, une action massive en ligne peut être reprise par des centaines ou des milliers de personnes qui ne se seraient pas engagées contre le projet autrement.

Exemples : envoi de mails ou de lettres en masse, saturation d'un dispositif participatif en ligne

+



Image : Domaine public, Сдружение "Кампании и активизъм за животните в индустрията"

PÉTITION

Récolter des signatures contre le projet, en ligne, dans la rue, ou les deux à la fois. Une pétition aide à se rendre compte de la vigueur de l'opposition, pour les pouvoirs publics mais aussi pour le collectif. Récolter des signatures dans la rue peut être l'occasion de discuter avec des habitant·es, tenter de les convaincre, les inviter à une prochaine réunion, etc.



Image : CC BY-SA 4.0, Tatakdh

AFFICHAGE

Couvrir les murs de messages pour interpeller les passant·es à propos d'un aménagement ou informer d'une action à venir. Le lieu de l'affichage peut avoir un intérêt spécifique : sur la maison d'un·e élu·e, devant un service municipal, sur une entreprise de construction, etc.

Exemples : affiches, stickers, graffitis, bannière, détournement de communication

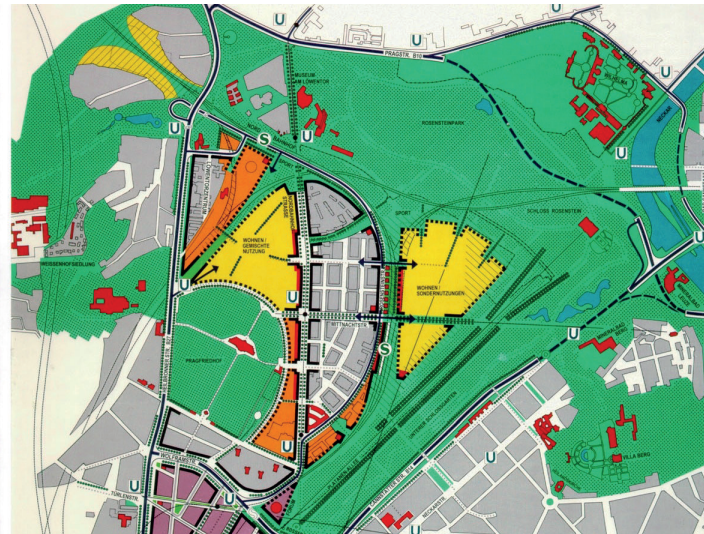


Image : Domaine public, Amt für Stadtplanung und Stadterneuerung Stuttgart

CONTRE-PROJET

Concevoir un projet alternatif pour le territoire menacé, souvent avec l'aide de paysan·nes, paysagistes, architectes. Un contre-projet est un support de plaidoyer auprès des élu·es et peut lancer une dynamique de réappropriation du territoire par les habitant·es.

Exemples : contre-projet d'aménagement, PLU alternatif



Image : CC BY-SA 4.0, Ian Alexander

ENQUÊTE MILITANTE

Produire des savoirs sur le projet, ses impacts, les organisations qui le soutiennent, sa chaîne d'approvisionnement, etc. L'enquête militante peut servir à critiquer les rapports des aménageur·ses, mais aussi à organiser des actions mieux ciblées et à créer des coalitions.

Exemples : contre-expertise naturaliste, urbanistique, enquête pour préparer une action



Image : CC0 1.0, Leonhard Lenz

RECOURS AUX MÉDIAS

Envoyer des textes, organiser des conférences pour dénoncer le projet. Cela peut aider à faire monter l'opposition, à décrédibiliser des élu·es ou encore à nuire à la réputation d'entreprises. Ces moments d'expression politique peuvent aussi être l'occasion de se mettre d'accord sur une position avec d'autres collectifs, voire de lancer un collectif.



Image : CC BY-SA 2.0, Infoletta Hambach

MANIF'ACTION

Organiser une manifestation grand public et profiter de ce cadre pour mener des actions plus offensives. Le nombre et la diversité des personnes rassemblées donne une légitimité aux actions et empêche la police d'avoir un recours uniforme à la violence.

Exemples : récoltes sauvages, désarmement public, installation d'une Zone à Défendre



Image : CC BY-SA 4.0, Aro2n

BLOPAGE

Bloquer une activité essentielle à la mise en place du projet. Un blocage peut faire gagner du temps avant un recours, faire perdre de l'argent aux commanditaires et donner beaucoup de visibilité à l'opposition.

Exemples : blocage d'un dispositif de concertation, blocage de chantier



Image : CCO

RECOURS EN JUSTICE

Attaquer en justice différentes autorisations du projet. Les recours peuvent arrêter un projet mais aussi fortement le retarder et augmenter son coût. Néanmoins, ils demandent du temps, de l'argent et des compétences.

Exemples : référé suspension, attaque du permis de construire, PLU, autorisations environnementales



Image : Les Soulèvements de la Terre

RÉARMEMENT

Donner des moyens aux espaces menacés par le projet pour se défendre, que ce soit juridiquement ou physiquement.

Exemples : installation d'espèces protégées, cloutage d'arbres, câblage d'arbres



Image : Les Soulèvements de la Terre

DÉSARMEMENT

Démonter, endommager ou détruire une infrastructure, des outils, des machines, des véhicules, afin de ralentir ou mettre un terme à un projet.



Image : CC BY 2.5, Pacifier

CANULAR

Faire croire au public ou à certaines personnes spécifiques quelque chose à propos du projet, qui risque d'en changer le cours. Un canular peut demander beaucoup de préparation mais a des effets médiatiques très importants.

Exemples : envoi de fausses expropriations, faux site du projet, faux tracts promotionnels, se faire passer pour le·a porte-parole d'une entreprise



Image : CC BY 2.0, Paule Bodilis

GRÈVE

Organiser un arrêt du travail afin de ralentir le projet ou de menacer sa viabilité économique. Une grève peut combiner des revendications des travailleur·ses avec celles de militant·es extérieur·es, comme ça a été le cas à la raffinerie de Grandpuits.

Exemples : grève reconductible, grève du zèle, ralentissement du travail, grève et sabotage



Image : CC BY-SA 4.0, Anai171

PLAIDOYER

Obtenir des audiences avec des élu·es ou responsables d'entreprises pour essayer de les convaincre d'abandonner ou d'améliorer le projet. Si les intérêts de ces personnes ne sont pas menacés par ailleurs, il y a peu de chances pour qu'ils écoutent.

Exemples : audition à l'assemblée nationale, prise de parole en conseil municipal, réunion avec les responsables de projets



Image : CC BY-SA 4.0, Inyor4mr

ÉDUCATION POPULAIRE

Organiser des événements pour rendre accessible au plus grand nombre les raisons de se mobiliser contre le projet. Ils peuvent bien s'articuler avec d'autres actions, comme la manif'action ou l'action symbolique.

Exemples : présentations publiques, projections-débats, conférence gesticulée



Image : CC BY-SA 4.0, Domaine de Déva

RESTAURATION

Remettre du vivant ou de l'activité humaine dans un endroit qui a été dégradé par le projet. La restauration donne aussi des raisons de défendre le lieu, si le projet devait reprendre.

Exemples : reboisement, mise en culture, installation d'un squat, d'un écolieu



Image : CC BY-NC-SA 2.0, Ville de Clermont-Ferrand

RACHAT COLLECTIF

Proposer à des centaines voire des milliers de personnes d'acheter une petite partie des terres menacées par le projet. Cela rend les procédures administratives pour exproprier chaque personne très lourdes et coûteuses.

